

Localisation de l'Agenda 2030 en Afrique occidentale : Miser sur les pratiques réussies

JIMENA LEIVA ROESCH ET MASOOMA RAHMATY



REPUBLIC OF THE GAMBIA



United Nations Trust Fund
for Human Security

IPI

INTERNATIONAL
PEACE
INSTITUTE

Déni de responsabilité : Les vues exprimées dans le présent document représentent celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'International Peace Institute. L'IPI encourage l'expression d'une vaste gamme de points de vue dans la poursuite d'un débat éclairé sur les politiques et problématiques revêtant une importance cruciale dans les affaires internationales.

Publications de l'IPI :

Adam Lupel, *Vice-président*

Albert Trithart, *Rédacteur et Chargé de recherche*

Meredith Harris, *Rédactrice stagiaire*

Citation proposée :

Jimena Leiva Roesch et Masooma Rahmaty, « Localisation de l'Agenda 2030 en Afrique occidentale : Miser sur les pratiques réussies », International Peace Institute, juillet 2020.

© International Peace Institute, 2020
Tous droits réservés

www.ipinst.org

À propos des auteurs

JIMENA LEIVA ROESCH est Chargée de recherche sénior et Directrice du Programme sur la Paix et le développement durable à l'International Peace Institute.

Courriel : leiva@ipinst.org

MASOOMA RAHMATY est Analyste des politiques à l'International Peace Institute.

Courriel : rahmaty@ipinst.org

REMERCIEMENTS

L'IPI tient à remercier sincèrement Mehrnaz Mostafavi, Chef du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, et Hitomi Kubo, Agent chargé de la mobilisation des ressources au Fonds. Les auteurs souhaitent également exprimer leur reconnaissance au Gouvernement gambien, et notamment au Ministre des affaires étrangères, M. Mamadou Tangara, à M. Lang Yabou, Représentant permanent de la Gambie auprès de l'ONU, et à M. Amadou Jaiteh, Conseiller à la Mission permanente de la Gambie auprès de l'ONU. Nous adressons par ailleurs nos remerciements à M. Kimbeng Tah, consultant de l'IPI en Gambie. Nous aimerions également remercier l'équipe de pays des Nations Unies en Gambie, le Secrétariat permanent sénégal-gambien, et Humanity United et les gouvernements du Japon et de la Finlande.

Nous attachons la plus grande importance à la contribution que nous ont fournie nos collègues de l'IPI; il s'agit notamment de Youssef Mahmoud, Ahmed Gad, Amanda Mignone, Annie Rubin et Albert Trithart. Nous sommes également reconnaissants aux pairs évaluateurs qui ont examiné le présent rapport, au nombre desquels Amy Potter Czajkowski, Directrice du programme d'apprentissage mondial à Catalyst for Peace, Alagie Fadera, du Ministère des finances de la Gambie, et Georges Ki-Zerbo, représentant de l'Organisation mondiale de la santé en Guinée. Enfin, nous avons une dette de reconnaissance à l'égard des participants au forum, qui nous ont, par l'apport de leurs connaissances et leur créativité, inspirés à rédiger le présent rapport.

Table des matières

Abréviations	iii
Résumé analytique	v
Introduction.	1
Élaboration des stratégies menées localement en vue de la réalisation de l'Agenda 2030	2
Qu'est-ce que la localisation?	2
Pourquoi l'Afrique occidentale?	4
Élaboration de stratégies à mener localement en vue de l'exécution de l'Agenda 2030 en Afrique occidentale.	7
Appropriation locale.	7
Décentralisation.	8
De la coordination à l'intégration et l'alignement	10
Mobilisation des ressources	11
Le rôle de la réforme du système des Nations Unies pour le développement dans la localisation de l'Agenda 2030	12
Évolution au cours des années à venir	15
Annexe : La méthodologie du Forum	16
L'approche du forum : construire à partir du positif.	16
Objectifs généraux : renforcer le lien entre les actions locales et les objectifs mondiaux.	16
Les résultats du forum	18

Abréviations

CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
ODD	Objectif de développement durable
UA	Union africaine
UNOWAS	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Résumé analytique

En dépit des progrès réalisés dans certains domaines, il y a encore, un peu partout dans le monde, des pays qui ne se sont toujours pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). La transformation qui doit s'opérer pour atteindre ces objectifs dépend de l'innovation et d'initiatives conçues pour tirer parti des capacités existantes et satisfaire les besoins observés dans des contextes locaux, et malgré cela, l'Agenda 2030 reste largement inconnu au niveau local. Par conséquent, une stratégie essentielle à adopter pour accélérer les progrès consiste à accorder moins d'attention à ce qui se passe au niveau national pour se concentrer sur les activités se déroulant au niveau infranational, y compris dans les villes et les communautés.

À cette fin, conjointement avec des partenaires au nombre desquels figurent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine et le Gouvernement gambien, l'International Peace Institute a organisé à Banjul un forum sur le thème de la « Localisation de l'Agenda 2030 » en octobre 2019. Ce forum a constitué une plateforme propice à l'acquisition de connaissances et aux échanges de vues au sein d'un groupe diversifié de parties prenantes, dont des fonctionnaires gouvernementaux en poste aux niveaux national et municipal, des coordonnateurs résidents des Nations Unies, et des représentants de la société civile.

Les débats qui ont eu lieu à ce forum ont mis en lumière quatre facteurs clés à prendre en compte lors de la conception de stratégies à mener localement en vue de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en Afrique occidentale. En premier lieu, la localisation exige qu'un sentiment d'appropriation soit ressenti à tous les niveaux de la société. Pour assurer l'appropriation locale, l'Agenda 2030 doit être ancré dans les connaissances, capacités et traditions existantes des communautés. Les gouvernements peuvent promouvoir l'appropriation locale en simplifiant le libellé de l'Agenda 2030 et autonomiser les populations pour leur permettre de faire face aux défis locaux par le dialogue, l'action collective et une vision partagée de l'avenir. L'appropriation locale dépend également de la volonté politique dont doivent faire preuve les acteurs régionaux et internationaux pour adopter

une approche davantage axée sur l'être humain, plus globale et s'inscrivant dans une perspective à plus long terme.

En second lieu, la décentralisation est propice à la localisation. Dans les systèmes de gouvernance décentralisés, les autorités municipales disposent d'une autonomie plus grande pour opérationnaliser les stratégies de développement et les adapter aux besoins locaux. Toutefois, comme le manque de capacités au niveau local fait souvent obstacle à la décentralisation, il est nécessaire d'investir dans le renforcement des capacités, de soutenir la réalisation des initiatives de décentralisation existantes, et de veiller à ce que celles-ci tiennent compte des atouts et des priorités des communautés.

En troisième lieu, pour accélérer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD aux niveaux local et national, les gouvernements doivent reconnaître que les formes de coordination superficielles ne sont plus de mise et veiller à ce que leurs activités soient mieux intégrées et alignées. Ils doivent institutionnaliser la coopération interministérielle et établir avec les autorités infranationales une coopération concrète portant sur les activités et stratégies envisagées. Il faut également qu'ils créent des plateformes permettant d'établir un dialogue régulier avec la société civile, le secteur privé et les médias et d'autres parties prenantes afin de déterminer comment ils peuvent combiner leur savoir-faire et leurs ressources respectifs. La réforme du système des Nations Unies pour le développement pourrait jouer un rôle important en soutenant une approche globale de ce type à l'égard du développement durable, notamment en ce qui concerne l'élaboration de stratégies à mener localement.

Enfin, l'intégration et l'alignement des efforts visant à réaliser les ODD exigent la mobilisation de ressources au niveau local. De nombreux pays veulent s'échapper du « piège de la mobilisation des ressources » car, une fois qu'ils en sont prisonniers, ils doivent consacrer plus de temps et d'efforts à trouver des donateurs au lieu de mobiliser leurs ressources en faisant appel à leurs capacités internes. Une fois qu'ils se seront échappés de ce piège, ces pays jouiront d'une plus grande

autonomie et seront alors en mesure de privilégier leurs propres priorités en matière de développement, y compris au niveau local.

Bien que l'Afrique occidentale ait accompli des progrès sur la voie de la réalisation des ODD, les acquis dont elle peut s'enorgueillir restent fragiles. L'exécution de l'Agenda 2030 dépendra dans une

large mesure de la façon dont le monde saura réagir à la pandémie de COVID-19. Compte tenu des défis que présente cette pandémie, il importe plus que jamais de renouveler l'impulsion donnée à la coopération multilatérale établie en vue de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et d'accorder la priorité au soutien à fournir aux dirigeants locaux afin d'accélérer les progrès.

Introduction

L'Agenda 2030 du développement durable est l'une des rares réalisations multilatérales incontestées de notre époque. Ses objectifs de développement durable (ODD) offrent l'occasion, par l'approche globale et universelle à laquelle ils se prêtent, de construire la paix et de promouvoir le développement durable et, selon le Secrétaire général de l'ONU, ils constituent le plus efficace outil de prévention dont dispose le monde et la meilleure feuille de route à suivre pour se remettre de l'épidémie de COVID-19¹. Les pays africains peuvent également s'inspirer de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), un schéma destiné à leur permettre d'atteindre leur objectif de développement inclusif et durable et « une manifestation concrète de leur volonté panafricaine d'union, d'autodétermination, de liberté, de progrès et de prospérité collective »².

Malgré les progrès réalisés dans certains domaines, il est largement reconnu que le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les ODD, et que les avancées observées sont inégales selon les objectifs et les pays³. Bien qu'il n'existe aucune méthode convenant à

toutes les situations pour assurer un développement durable, la transformation dépend de l'innovation et d'initiatives conçues pour tirer parti des capacités existantes et satisfaire les besoins observés au niveau local. Par conséquent, une stratégie essentielle à mettre en œuvre pour accélérer les progrès consiste à accorder moins d'attention à ce qui se passe au niveau national, pour concentrer les efforts sur les activités se déroulant au niveau infranational, y compris dans les agglomérations et les communautés.

Le présent rapport met en lumière le cheminement que certains pays d'Afrique occidentale ont suivi

pour élaborer des stratégies animées au niveau local en vue de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Il est le résultat de deux années de recherches et de concertations qui ont eu lieu dans le cadre d'une initiative visant à déterminer les moyens d'accélérer les progrès à accomplir en vue de la réalisation de l'Agenda 2030. Le point de départ de cette initiative a été un forum sous-régional qui s'est tenu à Banjul (Gambie) du 27 au 29 octobre 2019. Il a réuni 78 participants représentant huit pays d'Afrique occidentale contigus (Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Sénégal et Sierra Leone) ainsi que des membres de la communauté internationale. Il a été la première manifestation de ce genre à être organisée dans la sous-région, et a constitué une plateforme propice à l'acquisition de connaissances et aux échanges de vues au sein d'un groupe diversifié de parties prenantes, au nombre desquelles figuraient des

fonctionnaires gouvernementaux des niveaux national et municipal, des coordonnateurs résidents des Nations Unies, et des représentants de la société civile.

Ce forum a eu lieu à la veille de 2020, c'est-à-dire peu de temps avant le début de la dernière décennie inscrite au calendrier d'exécution de l'Agenda 2030.

Depuis lors, le monde est entré dans une période d'incertitude créée par la pandémie de COVID-19. Celle-ci a déjà commencé à réduire à néant les progrès réalisés en matière de développement durable en compromettant les acquis socioéconomiques et en menaçant de précipiter des millions de personnes dans la pauvreté. En même temps, la reconnaissance du coût de la pandémie en termes de vies et de moyens de subsistance perdus pourrait renforcer la volonté d'intensifier la collaboration et de redoubler d'efforts en vue de la réalisation des objectifs et cibles de l'Agenda 2030.

¹ Remarques du Secrétaire général lors de l'ouverture du Segment ministériel du Sommet sur les objectifs de développement durable, 16 juillet 2019, consultables à l'adresse <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2019-07-16/secretary-generals-remarks-opening-of-high-level-political-forum-ministerial-segment-delivered> ; Guterres, António, « Après la crise de la COVID-19, le relèvement doit ouvrir la voie à une économie différente », Nations Unies, 31 mars 2020, consultable à l'adresse <https://www.un.org/fr/un-coronavirus-communications-team/launch-report-socio-economic-impacts-covid-19>.

² Union africaine, « Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons », consultable à l'adresse <https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble>.

³ Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, « L'avenir, c'est maintenant : La science au service du développement durable – Rapport sur le développement durable à l'échelle mondiale 2019 », 2019.

S'inspirant des échanges de vues qui ont eu lieu au forum, le présent rapport met en lumière des facteurs essentiels à prendre en compte lors de la conception de stratégies à mener localement en vue de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Il emprunte certains éléments au cadre de sécurité humaine, qui met l'accent sur des réponses globales, contextuelles, axées sur les personnes et préventives face à des défis complexes⁴. Le rapport examine également les premiers résultats de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, mise en œuvre en vue de rendre son action plus efficace, efficiente et pertinente au niveau local. L'ONU peut aider à catalyser les stratégies menées localement en vue de la réalisation de l'Agenda 2030 en veillant à ce qu'elles soient inclusives et donnent aux personnes et aux communautés les moyens d'accélérer les effets positifs et de mesurer les progrès.

Élaboration des stratégies à mener localement en vue de la réalisation de l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 a défini une vision commune et proposé un plan pour l'humanité. Depuis son adoption, 142 pays ont présenté leur examen national volontaire sur les moyens qu'ils utilisent pour le mettre en œuvre. Sur l'ensemble des examens nationaux volontaires présentés jusqu'à la session de 2018, 35 pays ont établi des liens explicites entre les ODD et leur budget national. Malgré ces efforts, « le monde ne s'est pas engagé dans la voie de la réalisation de la plupart des 169 cibles qui constituent les objectifs ». Alors qu'il ne reste que 10 ans pour atteindre le niveau fixé, le Rapport sur le développement durable à l'échelle mondiale aboutit à la conclusion suivante : « La transformation universelle qui se poursuivra sur la voie du développement durable au cours de la prochaine décennie dépendra de l'adoption simultanée de stratégies novatrices propres à chaque pays »⁵. Pour que cette progression puisse



Des participants du forum du Ghana et de la Libéria discutent les "ingrédients" pour la localisation de l'Agenda 2030

s'accélérer, il faut que tous les niveaux de gouvernement et tous les secteurs de la société se mobilisent. Pourtant, à quelques exceptions près, l'Agenda 2030 reste largement inconnu au niveau local.

Qu'est-ce que la localisation?

Pour remédier à cette lacune, des initiatives de plus en plus nombreuses ont été prises en vue de localiser l'Agenda 2030. Selon l'Équipe spéciale mondiale des autorités locales et régionales (Global Taskforce of Local and Regional Governments), la localisation ne se limite pas à « adapter simplement des objectifs mondiaux à la situation observée au niveau local... [Il] s'agit d'une volonté politique, de la création conjointe en collaboration avec nos communautés, et de la [découverte] de solutions au niveau local en fonction des défis et objectifs

⁴ Pour mieux comprendre ce que représente la notion de « sécurité humaine », voir Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, « Qu'est-ce que la sécurité humaine? », consultable à l'adresse <https://www.un.org/humansecurity/fr>.

⁵ Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Rapport sur le développement durable à l'échelle mondiale 2019, p. xx.

mondiaux »⁶. En d'autres termes, « la localisation ne consiste pas à parachuter des objectifs mondiaux dans des contextes locaux »⁷. Il s'agit de créer une relation forte entre les acteurs mondiaux, nationaux et locaux, avec des citoyens qui participent activement au développement de leur pays. Une approche orientée uniquement du haut vers le bas ne créera pas le sentiment d'appropriation locale nécessaire pour galvaniser la transformation économique, sociale et environnementale, pas plus qu'elle n'assurera que les programmes mondiaux reflètent les réalités locales.

La localisation des ODD exige également d'être intégrée à la mentalité de la communauté internationale. Beaucoup trop souvent, des ressources sont largement fournies, du sommet vers la base, à des pays en développement tandis que les communautés locales continuent d'être invisibles et incapables de faire entendre leur voix. Il peut alors arriver que ces ressources ne soient pas orientées vers le niveau local, de sorte qu'elles n'y sont pas absorbées⁸. En outre, les analyses menées à l'échelle internationale accordent souvent plus d'importance aux évaluations des risques qu'à celles qui portent sur les atouts, acquis et capacités des communautés. Cela peut inciter des acteurs internationaux à chercher des solutions externes à des problèmes locaux, plutôt qu'à élaborer et repérer des solutions locales à des problèmes mondiaux⁹.

Il faut cependant se garder d'idéaliser à l'excès ce qui se fait ou peut se faire au niveau local. Il existe des obstacles aux efforts déployés pour faire progresser la réalisation des ODD au niveau local; il s'agit par exemple des divers niveaux de capacités

et de compétences, du manque de ressources, des barrières linguistiques et des dynamiques tribales, claniques ou religieuses¹⁰. Ces problèmes ont souvent pour effet d'élargir encore le fossé existant entre les niveaux national et local, ce qui constitue le principal obstacle à la localisation. Les gouvernements nationaux ne donnent souvent pas aux fonctionnaires et communautés locaux des occasions suffisantes d'influer sur les possibilités de développement et sur le choix des stratégies à adopter pour résoudre les problèmes rencontrés.

L'élaboration de stratégies menées localement en vue de la réalisation de l'Agenda 2030 exige l'établissement de liens dans le sens vertical comme dans le sens horizontal par le biais de ce qu'il a été convenu d'appeler la gouvernance multiniveaux, à savoir verticalement entre les différents niveaux de

La localisation s'agit de créer une relation forte entre les acteurs mondiaux, nationaux et locaux, avec des citoyens qui participent activement au développement de leur pays.

gouvernement (administrations nationale, régionales et locales), et horizontalement entre différentes institutions ou secteurs se situant au même niveau (par exemple, entre des ministères nationaux ou entre les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les

particuliers)¹¹. Les pouvoirs publics se sont efforcés d'aligner l'Agenda 2030 sur les plans de développement nationaux en procédant à leurs examens nationaux volontaires. Il importe cependant qu'ils consacrent beaucoup plus d'attention aux liens à établir entre les objectifs et cibles, d'une part, et les systèmes de gouvernance au niveau local, d'autre part, et à la recherche de solutions applicables à l'ensemble de la société en vue de promouvoir la collaboration entre des parties prenantes représentant des intérêts divers. Plus les citoyens sont éloignés de la capitale de leur pays, plus faible est leur niveau de connaissance et de sensibilisation à l'égard des ODD.

6 Équipe spéciale des Cités et gouvernements locaux unis, « Déclaration du regroupement des autorités locales et régionales faisant partie de l'Équipe spéciale mondiale », juillet 2018.

7 Cités et gouvernements locaux unis, « Priorités stratégiques 2016–2022 », p. 17, consultable au site https://www.uclg.org/sites/default/files/prioridades_estrat-fr-web.pdf.

8 Catalyst for Peace, « Constellating Peace from the Inside Out », 2019, p. 15.

9 Peter Coleman, « Half the Peace: The Fear Challenge and the Case for Promoting Peace », IPI Global Observatory, 19 mars 2018.

10 Voir Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, « Rapport sur le développement durable à l'échelle mondiale 2019 », et Programme des Nations Unies pour le développement et Groupe de la Banque mondiale, « Transition des OMD aux ODD », novembre 2016.

11 Assemblée générale des Nations Unies, Gouvernance urbaine, développement des capacités et des institutions — Note du Secrétariat, document des Nations Unies A/CONF.226/PC.3/17, 13 juin 2016, p. 6.

Un niveau de gouvernance essentiel qui doit participer à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 est celui des autorités municipales, au premier rang desquelles les maires, qui sont en contact particulièrement étroit avec les dirigeants locaux et sont conscients des besoins et aspirations de leurs administrés. Le rôle de ces autorités municipales est spécialement important dans les zones rurales, où le fossé informationnel est le plus large. Ces autorités peuvent aider à aligner l'Agenda 2030 sur les plans de développement locaux et promouvoir ainsi l'adhésion aux objectifs qu'il prône tout en mobilisant les connaissances et ressources nécessaires pour accélérer sa mise en œuvre. Jusqu'à présent, les seuls points d'entrée des maires dans l'Agenda 2030 sont le Nouveau Programme pour les villes, adopté en 2016 en tant que cadre destiné à promouvoir la collaboration des villes à la réalisation des ODD (principalement en se concentrant sur l'ODD 11, qui vise à faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables) et les examens locaux volontaires, dont l'idée a été lancée récemment et dans le cadre desquels plus d'une douzaine de villes ont localisé des ODD¹². Ces initiatives sont toutefois prises au coup par coup, et il faudrait en élargir la portée et les soutenir à l'échelle mondiale.

Au niveau national, la mise en jeu de 17 ODD (par rapport aux huit objectifs du Millénaire pour le développement) complique la tâche des pouvoirs publics lorsqu'il s'agit pour eux de prendre en compte des priorités multiples qui se font parfois concurrence. Il en résulte que chaque objectif peut devenir son propre écosystème clos, avec la participation d'un nombre limité d'acteurs, de secteurs et de personnes. Cette approche peut s'avérer nécessaire, dans une certaine mesure, pour accorder à chaque objectif toute l'attention qu'il exige. En même temps, chaque objectif doit être considéré dans le contexte de l'écosystème des ODD tout entier pour que l'on puisse comprendre les liens, compromis et synergies qui existent entre

les objectifs et les cibles. Le Rapport sur le développement durable dans le monde souligne par conséquent la nécessité de « remettre radicalement et délibérément en question le statu quo » et de « prendre en compte les interactions entre les objectifs et les cibles »¹³.

Au niveau local, cette approche globalisante peut sembler moins rébarbative. Il devient plus facile de définir les interconnexions existantes entre les divers ODD lorsque ceux-ci sont rattachés à une communauté ou ville en particulier, plutôt qu'à l'ensemble d'un pays. On a également de meilleures chances de découvrir des inégalités et de repérer les groupes qui sont les plus vulnérables et accusent les retards les plus flagrants. Il peut y avoir, déjà en place, des réseaux de parties prenantes issues de différents organismes et secteurs dont on peut tirer parti pour mettre en œuvre une approche globale vis-à-vis du développement durable au niveau local. Bien que certaines questions systémiques exigent une approche adoptée au niveau national, une vaste gamme d'activités peuvent être accomplies pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau local.

Pourquoi l'Afrique occidentale?

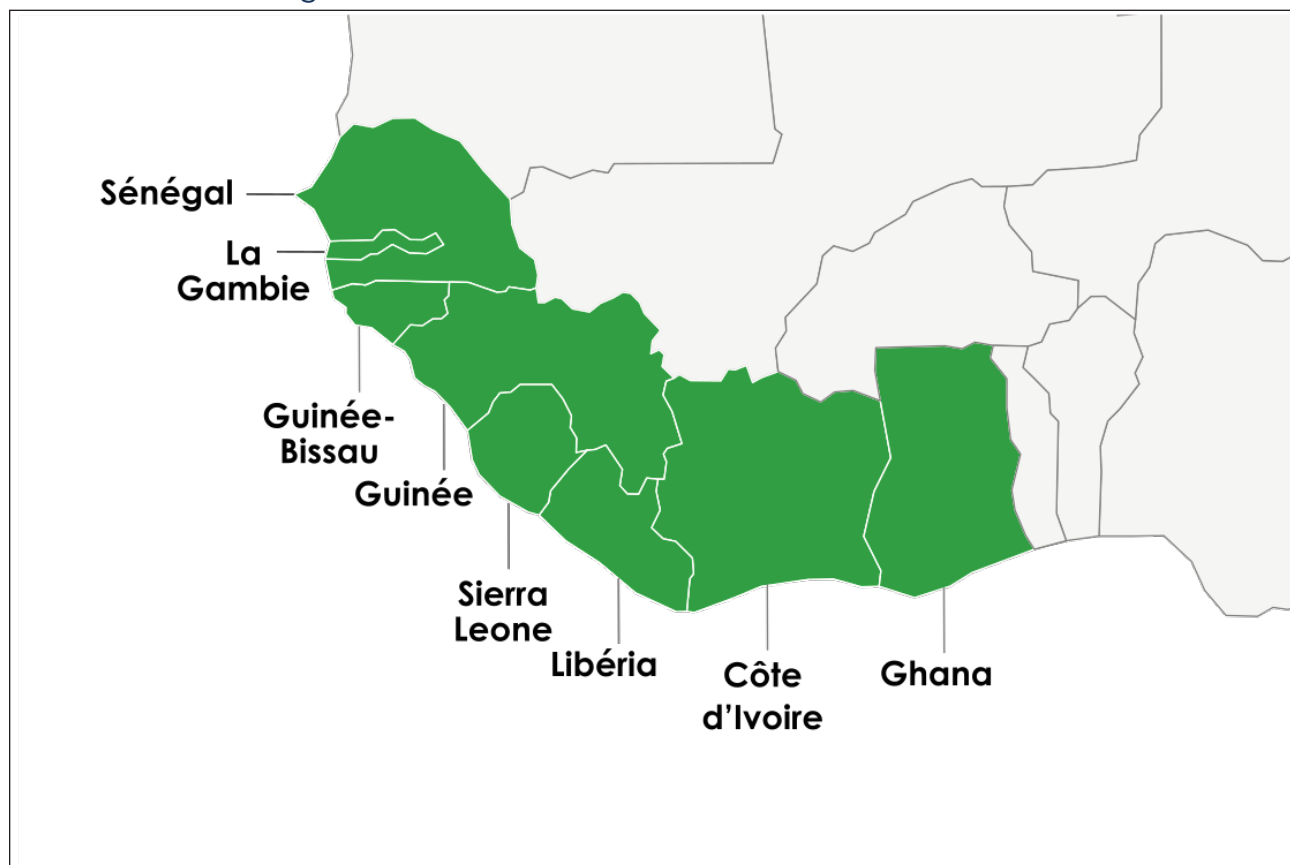
L'Afrique occidentale est devenue l'une des sous-régions d'Afrique où la croissance est la plus rapide, ce qui présente de nombreuses possibilités et défis pour quiconque souhaite promouvoir un développement durable. À l'échelle de la région, la plupart des pays ont accompli des progrès notables au niveau de l'action en faveur du climat. Des progrès modestes ont également été réalisés en ce qui concerne la lutte contre la faim, la promotion d'un travail décent et de la croissance économique, la protection des océans et l'utilisation durable des ressources terrestres, et la promotion des partenariats¹⁴. La sous-région fait toutefois face à d'importants défis politiques, économiques, sociaux et environnementaux, notamment en ce qui a trait au changement climatique, aux inégalités, aux

12 Pour en savoir plus sur les examens locaux volontaires, voir la plateforme de connaissances sur les ODD, « ODD 11 : Rapport des autorités locales », consultable à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg11/local> ; Anthony F. Pipa et Max Bouchet, « Next Generation Urban Planning: Enabling Sustainable Development at the Local Level through Voluntary Local Reviews (VLRs) », Brookings Institutions, 9 février 2020; et Hirotaka Koize, Fernando Ortiz-Moya, Junichi Fujino et Yatsuka Kataoka, « How Can Voluntary Local Reviews Contribute to the SDG Decade of Action? An Assessment of VLRs to Date », Institut international du développement durable, 8 mai 2020.

13 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Rapport sur le développement durable à l'échelle mondiale 2019, p. xx, 5.

14 Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique et réseau de solutions pour le développement durable, « 2019 Africa: SDG Index and Dashboards Report », juin 2019.

Figure 1. Les pays de l'Afrique de l'ouest qui ont participé dans le forum sur « Localisation de l'Agenda 2030 »



migrations et à la mauvaise gestion des ressources naturelles, autant de facteurs qui ont entraîné une stagnation de la progression dans d'autres domaines de mise en œuvre des ODD. Et comme si tous ces problèmes ne suffisaient pas, l'épidémie d'Ebola qui a eu lieu en 2013 et 2014 en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone a tué plus de 11 000 personnes¹⁵.

La région a également accompli des progrès sur la voie de la stabilité politique après trois décennies de chaos¹⁶. La Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone ont récemment effectué la transition d'une situation de conflit à l'instauration de la paix, ce qui a été confirmé par le départ des missions de maintien de la paix de l'ONU de chacun de ces trois pays. Après avoir été en proie à une guerre civile

meurtrière qui a commencé en 2002 et duré quatre ans, et après avoir été le théâtre, pendant cinq mois, d'affrontements violents ayant pour enjeu les résultats contestés des élections présidentielles en 2010, la Côte d'Ivoire s'apprête à assister au premier transfert démocratique de pouvoir de son histoire suite à la décision du Président Alassane Ouattara de ne pas chercher à être réélu. La Sierra Leone est l'un des exemples les plus frappants de réussite d'un processus de transition vers la paix et le développement, après une guerre civile brutale qui a eu lieu entre 1991 et 2002. Grâce à des initiatives nationales et aux efforts de la société civile locale, avec le soutien d'organisations internationales, de donateurs et de missions de maintien de la paix organisées par l'ONU et des instances sous-régionales, la Sierra Leone est, selon les avis

15 Centers for Disease Control and Prevention, « 2014–2016 Ebola Outbreak in West Africa » (Épidémie d'Ebola de 2014 à 2016 en Afrique occidentale), 8 mars 2019, consultable à l'adresse <https://www.cdc.gov/vhf/ebola/history/2014-2016-outbreak/index.html>.

16 Alexandre Marc, Neelam Verjee et Stephen Mogaka, « Relever les défis de la stabilité et de la sécurité en Afrique de l'Ouest », Agence Française de Développement et Groupe de la Banque mondiale, juin 2015.

exprimés actuellement par de nombreux observateurs, l'un des cas les mieux réussis de relèvement après conflit, de maintien de la paix et de construction de la paix. Le Ghana et le Sénégal se sont également affirmés en tant qu'acteurs jouant un rôle clé dans la sous-région; ils ont entrepris récemment des efforts en vue de réformer leur structure économique et en matière de gouvernance, et sont considérés comme faisant partie des pays les plus stables d'Afrique.

L'Afrique occidentale accomplit également des progrès sur la voie de l'intégration économique et de la coopération politique dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)¹⁷. La CEDEAO a fait la preuve qu'elle était capable de prévenir ou d'atténuer les conflits violents menaçant la sous-région, y compris en Gambie, où elle a galvanisé les dirigeants régionaux et les sources internationales de soutien pour éviter un conflit potentiel à la suite des élections de 2016. En 2019, elle a lancé un Plan d'action pour son Cadre de prévention des conflits¹⁸. C'est en Afrique occidentale qu'est situé non seulement le siège de la CEDEAO, mais aussi le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), qui a pour tâche de consolider la paix et d'assurer la bonne gouvernance dans la région. On y trouve aussi une antenne sous-régionale du Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique, qui a pour mission d'accélérer la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone¹⁹.

Après l'adoption de l'Agenda 2030 il y a cinq ans, de nombreux pays, au nombre desquels les huit pays d'Afrique occidentale qui avaient participé au forum tenu en Gambie, se sont déclarés prêts à tirer parti des progrès accomplis jusqu'alors et d'en accélérer le rythme. Au niveau national, chacun de

ces huit pays a intégré les ODD à ses plans nationaux de développement. Cinq d'entre eux ont présenté leur examen national volontaire à l'occasion du Forum politique de haut niveau qui a eu lieu à New York; il s'agissait de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée, du Sénégal et de la Sierra Leone (à deux reprises). Il est prévu que la Gambie et le Libéria présenteront leurs rapports d'étape à l'occasion du forum qui aura lieu en juillet 2020²⁰.

Les progrès accomplis jusqu'à présent seront cependant réduits à néant par la pandémie de COVID-19 qui sévit actuellement, à un moment où la région procède à un remaniement de ses priorités en vue d'empêcher la propagation de la maladie et de faire face aux contrecoups économiques, sociaux et politiques qui ne manqueront pas de se produire. Il est à craindre que la réaffectation des ressources au profit du secteur de la santé n'ait des répercussions négatives dans d'autres domaines, tels que ceux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, comme cela s'est produit après l'épidémie d'Ebola²¹. Cela ne fait que souligner à quel point il importe que l'Agenda 2030 oriente l'action et les partenariats aux niveaux national et international. En dépit des difficultés engendrées par la pandémie sur de nombreux fronts, elle a aussi créé une fenêtre se prêtant à la recherche de solutions globales en transcendant les divergences que suscite la tendance au cloisonnement et en promouvant la collaboration et la solidarité, par exemple en renforçant la collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé. Si la réponse à l'épidémie de COVID-19 est « coordonnée à l'échelle mondiale et menée au niveau local », cela pourrait renforcer l'impulsion donnée aux efforts déployés en vue de la réalisation des ODD²². Il est par conséquent essentiel que ces pays et la communauté internationale maintiennent leur volonté de localiser l'Agenda 2030 pendant toute la durée de cette crise.

17 Les membres de la CEDEAO sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

18 Voir CEDEAO, « ECOWAS Launches Plans of Action for Its Conflict Prevention Framework », 24 janvier 2019, consultable à l'adresse www.ecowas.int/ecowas-launches-plans-of-action-for-its-conflict-prevention-framework/.

19 Catherine Benson Wahlén, « SDGs Center for Africa Establishes West African Center », Plateforme de connaissances sur les ODD, 18 janvier 2018.

20 Voir Sustainable Development Knowledge Platform (plateforme de connaissances sur le développement durable), « Voluntary National Reviews Database », consultable à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs/>.

21 Webinaire interactif de la Fondation pour les Nations Unies sur « Le financement du développement durable : l'aide publique au développement dans le contexte de l'épidémie de COVID-19 », 6 mai 2020.

22 Remarque du représentant d'Oxfam à l'occasion du webinaire de la Fondation pour les Nations Unies, mai 2020.

Élaboration de stratégies à mener localement en vue de l'exécution de l'Agenda 2030 en Afrique occidentale

En vue de localiser l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine en Afrique occidentale, les gouvernements des pays de la région et l'ONU doivent modifier la façon dont ils exercent habituellement leurs activités. Il faut qu'ils conçoivent des mécanismes et processus destinés à leur permettre d'interagir régulièrement avec les autorités municipales, les dirigeants locaux, les organisations locales et le secteur privé. Le forum sur « La localisation de l'Agenda 2030 » a facilité les échanges de vues sur les moyens d'atteindre cet objectif en demandant aux participants de partager des solutions novatrices et efficaces adoptées pour surmonter les défis du développement durable au niveau local, et de définir les éléments qui ont contribué à leur succès. Les débats ont mis en lumière plusieurs éléments essentiels des efforts à accomplir pour localiser les ODD en Afrique occidentale : appropriation à tous les niveaux de la société; décentralisation; coordination, intégration et alignement; et mobilisation des ressources nécessaires pour assurer la mise en œuvre au niveau local. L'adoption d'énoncés plus clairs pour définir les rôles à jouer par les différents acteurs (pouvoirs publics, société civile, communauté internationale et organisations régionales) est un autre élément crucial à prendre en compte lors de l'élaboration de stratégies de localisation ayant les meilleures chances de succès.

Il incombe aux gouvernements nationaux de créer un environnement propice à la mise en œuvre de solutions locales et de susciter la mobilisation des citoyens, des communautés, des autorités locales et des entreprises locales.

Appropriation locale

L'Agenda 2030 confie aux gouvernements le soin d'actionner les leviers de commande, un soutien crucial étant fourni par l'ONU. Comme l'a souligné Mme Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale, la localisation implique « une véritable appropriation de la part de toutes les parties prenantes » et exige que l'on manifeste la volonté de « faire des ODD une réalité pour les communautés, les ménages et les particuliers, notamment pour ceux qui risquent le plus d'être laissés à l'écart »²³. Comme la réponse à l'épidémie de COVID-19 l'a montré, les gouvernements nationaux ne sauraient agir seuls. Il leur incombe par conséquent de créer un environnement propice à la mise en œuvre de solutions locales et de susciter la mobilisation des citoyens, des communautés, des autorités locales et des entreprises locales. Comme un représentant de la CEDEAO l'a mentionné, « Il y a beaucoup de structures, mais ce qui importe avant tout, c'est la participation des citoyens... À l'heure actuelle, il existe un fossé entre les pouvoirs publics et les populations. »²⁴

Pour être adoptés au niveau local, les programmes nationaux et mondiaux doivent être perçus en tant que cadres flexibles pouvant s'adapter aux réalités propres à chaque contexte et aux plans de développement locaux existants. À cette fin, il faut être en mesure d'ancrer l'Agenda 2030 dans les connaissances, capacités et traditions existantes des communautés. Par exemple, les gouvernements nationaux peuvent établir une collaboration avec les chefs traditionnels ou religieux pour aider à intégrer les ODD aux systèmes de valeur des communautés²⁵. La vision énoncée dans

23 Remarques prononcées par Amina Mohammed au forum sur « La localisation de l'Agenda 2030 » organisé à Banjul (Gambie) le 27 octobre 2019, consultables à l'adresse www.youtube.com/watch?time_continue=94&v=WRM5JkToDQ8&feature=emb_title.

24 Déclaration faite par un représentant de la CEDEAO à la table ronde virtuelle organisée par l'IPI sur les répercussions de l'épidémie de COVID-19 en Afrique occidentale, 23 avril 2020; entretien téléphonique avec un représentant de la CEDEAO, 10 février 2020.

25 Échanges de vues tenus dans le cadre d'une table ronde, forum organisé à Banjul (Gambie) le 28 octobre 2019.

l'Agenda 2030, selon laquelle « il doit appartenir aux populations et être exécuté pour elles et par elles » doit faire partie du processus de localisation.

Les gouvernements peuvent également promouvoir l'appropriation locale en simplifiant le libellé de l'Agenda 2030 pour le présenter sous la forme d'idées faciles à comprendre qui reflètent les réalités de la vie des populations et en le traduisant dans les langues locales, de même qu'en diffusant plus largement les ODD de manière à ce que toutes les communautés y soient sensibilisées, sans se limiter aux grandes villes. Dans le même temps, ils ne doivent pas se contenter d'entreprendre des activités de sensibilisation; ils doivent aussi promouvoir la participation des citoyens à la réalisation des ODD et autonomiser les populations pour leur permettre de prendre l'initiative et de faire face aux défis locaux par le dialogue, l'action collective et une vision partagée de l'avenir.

Lors de l'élaboration d'approches localisées, les pays d'Afrique occidentale ont beaucoup à apprendre les uns des autres. Le maintien d'un dialogue soutenu entre les pays de la région peut favoriser les échanges d'informations sur les pratiques optimales et les politiques propres à promouvoir la participation des citoyens et l'appropriation locale. Un participant au forum a déclaré « qu'il est nécessaire de disposer de davantage de plateformes telles que ce [forum] pour partager les données d'expérience recueillies dans la sous-région »²⁶.

Au-delà de l'action menée par les gouvernements nationaux, l'appropriation locale dépend aussi de la volonté politique dont doivent faire preuve les acteurs régionaux et internationaux pour adopter une approche davantage axée sur l'être humain, plus globale et s'inscrivant dans une perspective à plus long terme. On considère souvent que ces acteurs sont des intervenants intermittents qui ne se manifestent qu'en cas de crise ou pour soutenir des priorités précises. En tirant parti de ce qui fonctionne au niveau local et en favorisant l'appropriation locale, ils peuvent faire porter leur action en faveur du développement durable non plus sur

des solutions à court terme, mais plutôt sur la fourniture d'un soutien destiné à catalyser des résultats transformateurs. Il est possible de combler le fossé entre les pouvoirs publics et les populations en élaborant des approches inclusives, transparentes et collaboratives axées sur la réalisation des ODD (voir l'Encadré 1 sur la Sierra Leone). La création d'un sentiment d'appropriation prend du temps et exige un engagement à assez long terme de la part de tous les partenaires.

Décentralisation

La décentralisation est un élément crucial de la localisation de l'Agenda 2030. Lorsque le pouvoir, les connaissances et les ressources sont essentiellement concentrés au niveau du gouvernement central, il devient extrêmement difficile de localiser l'Agenda 2030 dans les zones autres que la capitale. On peut combler le fossé existant entre les zones urbaines et les régions rurales en mobilisant plus systématiquement la participation des autorités infranationales. Comme Cités et Gouvernements Locaux Unis le souligne, « Les gouvernements infranationaux sont responsables de l'élaboration des politiques, ce sont des catalyseurs du changement, et ils sont le niveau de gouvernement le mieux placé pour établir des liens entre les objectifs poursuivis à l'échelle mondiale et les communautés locales »²⁷.

De nombreux participants au forum ont déclaré que la décentralisation pouvait faciliter la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau local. Dans les systèmes de gouvernance décentralisés, les autorités municipales disposent d'une autonomie plus grande pour opérationnaliser les stratégies de développement et les adapter aux besoins locaux. Le renforcement du rôle des gouvernements locaux peut faciliter l'intégration verticale, et conférer ainsi une plus grande cohérence aux activités de planification du développement, du palier local au niveau national. En outre, les structures décentralisées créent des possibilités d'élaborer des solutions axées sur les populations et d'accorder la priorité à des questions relevant de contextes précis.

²⁶ Déclaration du représentant de la CEDEAO, forum de l'IPI à Banjul (Gambie), 29 octobre 2019.

²⁷ Équipe spéciale mondiale des autorités locales et régionales, « Roadmap for Localizing the SDGs: Implementation and Monitoring at Subnational Level » (Feuille de route pour la localisation des ODD : mise en œuvre et suivi au niveau infranational), p. 7.

Encadré 1. Création d'un sentiment d'appropriation au niveau communautaire en Sierra Leone

Le Cadre Wan Fambul pour la gouvernance inclusive et le développement local mis en place en Sierra Leone est un exemple d'une approche ancrée dans un fort sentiment d'appropriation communautaire et élaborée en mobilisant de multiples parties prenantes. «Wan Fambul », expression qui peut se traduire grosso modo par « nous faisons tous partie d'une seule et même famille », représente le concept d'inclusivité et la notion selon laquelle il y a une place pour chacun dans l'espace civique. En appliquant une approche inclusive, transparente et collaborative, le cadre Wan Fambul a pour objet de faciliter un développement rural inclusif, centré sur la communauté et durable en renforçant la résilience des communautés dans toutes les régions de la Sierra Leone. Il se fonde sur la conviction que « tant que le développement n'aura pas été mis directement à la portée des citoyens, la nation ne sera pas en mesure de réaliser des progrès sensibles en mobilisant toutes les couches de la société »²⁸. Le cadre Wan Fambul a été élaboré en 2016 grâce à un partenariat entre le Ministère du gouvernement local et du développement rural, d'une part, et deux ONG, Fambul Tok et Catalyst for Peace, d'autre part. Il est rattaché au Plan national de développement de la Sierra Leone, qui est aligné sur les ODD. Il a été élaboré en suivant un processus global, pris en charge par les communautés et mené par celles-ci, connu sous le nom de Processus de planification populaire, initialement mis en œuvre dans trois districts (Kailahun, Koinadugu et Moyamba) au cours d'une période de deux ans et demi²⁹. Ce processus a mis directement les communautés au défi de se mobiliser en faveur de leur propre bien-être et de leur propre développement en confiant à des comités de district inclusifs le soin de coordonner l'action des parties prenantes locales (au nombre desquelles les chefs religieux et les organisations de femmes et de jeunes) et de les fédérer.

Plusieurs pays d'Afrique occidentale ont accordé la priorité à la décentralisation³⁰. Par exemple, la Guinée a pris des mesures pour décentraliser son système de gouvernance depuis 1985. En 2006, elle a adopté le Code de gouvernement local, qui confie un rôle prépondérant aux administrations locales en matière de fourniture des services³¹. Plus récemment, elle a mis au point des processus de budgétisation participative dans le cadre desquels les communautés locales décident de la façon de dépenser leurs ressources³². Toutefois, malgré les efforts ainsi déployés pour décentraliser et donner aux gouvernements locaux la possibilité de décider eux-mêmes des orientations à suivre, le manque de fonds et l'insuffisance des capacités disponibles n'ont pas permis d'atteindre un degré d'efficacité satisfaisant dans le domaine de la décentralisation³³.

Un autre exemple est celui du Ghana, qui utilise un système de planification décentralisé adopté en 1994 en vue de la mise en œuvre de son plan national de développement, qui est aligné sur les ODD. Ce système attribue des fonctions de planification aux ministères, départements et organismes nationaux, d'une part, et aux assemblées métropolitaines, municipales et de district au niveau local, d'autre part. Une Commission nationale de planification du développement coordonne le fonctionnement de ce système avec l'appui de 16 conseils de coordination régionaux. Le Ministère de la planification coordonne également la politique de développement et soutient les efforts déployés pour assurer un suivi. Aux fins d'assurer la mise en œuvre et la coordination efficaces des ODD, une structure à trois paliers (constituée d'un Comité

28 Gouvernement de la Sierra Leone, « Wan Fambul One Family: National Framework for Inclusive Governance and Local Development in Sierra Leone—Draft for Consultation », (Wan Fambul, une seule et grande famille : Cadre national pour la gouvernance inclusive et le développement local en Sierra Leone – version préliminaire, pour consultation), décembre 2018.

29 Fambul Tok International, « The People's Planning Process », consultable à l'adresse www.fambultok.org/what-is-fambul-tok/the-peoples-planning-process.

30 Il a été mentionné que la Guinée-Bissau constituait une exception, son gouvernement hautement centralisé ayant créé une situation dans laquelle il est difficile de localiser l'Agenda 2030.

31 Banque mondiale, « Decentralization in Guinea: Strengthening Accountability for Better Service Delivery » (La décentralisation en Guinée : renforcement de l'obligation de rendre des comptes en vue d'améliorer la fourniture des services), 28 septembre 2008.

32 Kaori Oshima et Nicolas Perrin, « Citizen Engagement in Rural Guinea: Making Tangible Changes from the Bottom Up » (Participation des citoyens dans les régions rurales de la Guinée : obtention de changements tangibles en commençant par le bas), Blogs de la Banque mondiale, 17 janvier 2018.

33 Banque mondiale, « Decentralization in Guinea ».

ministériel de haut niveau, de comités techniques, de mise en œuvre et de coordination formés de diverses parties prenantes, et d'une plateforme destinée aux organisations de la société civile) a été instaurée pour indiquer l'orientation à suivre, créer des partenariats novateurs, veiller à ce que les responsables de la mise en œuvre rendent des comptes, et intégrer les enseignements tirés de l'expérience aux efforts de développement national en cours³⁴. Malgré la présence de ce système de planification décentralisé, les participants originaires du Ghana ont mentionné que la coordination à assurer entre ces organes continue de présenter des défis. Leurs fonctions, processus de planification et programmes se chevauchent souvent, et des ressources supplémentaires sont nécessaires pour leur permettre de fonctionner efficacement³⁵.

Ces exemples montrent clairement pourquoi les politiques de décentralisation sont un élément important faisant partie des activités entreprises pour localiser l'Agenda 2030 et accélérer la mise en œuvre des mesures adoptées. Plusieurs participants au forum ont mentionné que le manque de capacités au niveau local fait souvent obstacle à la décentralisation. Pour aller de l'avant, il est nécessaire d'investir dans le renforcement des capacités au niveau local, de soutenir la réalisation des initiatives de décentralisation existantes, et de veiller à ce que celles-ci tiennent compte des atouts et des priorités de la communauté.

De la coordination à l'intégration et l'alignement

Pour accélérer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD aux niveaux local et national, les gouvernements doivent reconnaître que les formes de coordination superficielles ne sont plus de mise et veiller à ce que leurs activités soient mieux intégrées et alignées. La modalité qui est actuellement en vogue consiste à charger un ministère national (généralement le Ministère de la planification ou des finances) de faire fonction de

chef de file pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et, dans le meilleur des cas, de créer une équipe interministérielle spéciale ayant pour fonction de recueillir les mises à jour à caractère général communiquées par les autres ministères. La société civile et le secteur privé sont généralement consultés, sans que leur participation active soit sollicitée de manière concrète.

Pour faire progresser l'Agenda 2030, les gouvernements doivent institutionnaliser la coopération interministérielle et établir une communication et une coopération concrète portant sur les activités et stratégies avec les autorités infranationales. La plupart des institutions ont également besoin d'améliorer les mécanismes dont elles disposent pour permettre la communication et la collaboration entre les divers départements, organismes et niveaux en vue de partager les informations d'une manière plus systématique et combiner les compétences spécialisées entre tous les niveaux de gouvernement.

Dans la région de l'Afrique occidentale, la Guinée dispose de l'une des structures les plus détaillées pour coordonner la mise en œuvre et le suivi de ses initiatives de développement. Le Gouvernement guinéen a créé des organes composés de parties prenantes multiples (notamment un Comité directeur national, un Comité consultatif d'experts et une Équipe de secrétariat technique) ayant pour tâche d'examiner son plan de développement et d'y donner suite. Cette structure est reproduite aux niveaux local, municipal et régional.

Le cadre de coopération au service du développement durable mis en place au Libéria par l'ONU (2020–2024), qui soutient le Programme en faveur des pauvres pour la prospérité et le développement, est un autre exemple d'initiative visant à localiser les ODD grâce à une amélioration de la coordination et de l'alignement des efforts³⁶. Ce cadre mis en place pour une durée de cinq ans est aligné sur les ODD et a été élaboré en procédant à des consultations avec des parties prenantes multiples représen-

³⁴ Entretien avec un fonctionnaire ghanéen, 1^{er} janvier 2020.

³⁵ Table ronde portant sur le Ghana, organisée dans le cadre du forum tenu à Banjul, 28 octobre 2019.

³⁶ ONU Libéria, « Le gouvernement du Libéria, l'ONU et les partenaires de développement signent l'acte portant création du Cadre de coopération au service du développement durable pour une durée de cinq ans en vue de soutenir le Programme en faveur des pauvres pour la prospérité et le développement », 19 août 2019.

tant les pouvoirs publics et les partenaires de développement. L'équipe de pays des Nations Unies collaborera étroitement avec le gouvernement et d'autres acteurs en vue de la mise en œuvre de ce cadre, en accordant la priorité à la localisation des ODD, en ne laissant personne à la traîne, et en tenant compte des priorités nationales³⁷.

Il est également nécessaire de créer des plateformes permettant d'établir un dialogue régulier avec la société civile, le secteur privé, les médias et d'autres parties prenantes afin de déterminer comment ils peuvent combiner leur savoir-faire et leurs ressources respectifs dans le cadre d'un effort véritablement accompli par de multiples parties prenantes. De telles plateformes devraient également comprendre des partenaires faisant partie du système des Nations Unies. De leur côté, les entités de l'ONU pourraient également renforcer le soutien qu'elles accordent aux institutions gouvernementales en intégrant d'une manière plus détaillée les conseils stratégiques et l'appui aux programmes qu'elles fournissent, dans les cas où cela est approprié.

Pour accélérer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD aux niveaux local et national, les gouvernements doivent reconnaître que les formes de coordination superficielles ne sont plus de mise et veiller à ce que leurs activités soient mieux intégrées et alignées.

Mobilisation des ressources

Le Rapport sur le financement du développement durable 2020 indique que le financement global prévu pour l'Agenda 2030 est non seulement insuffisant, mais qu'il accuse également un recul³⁸. De nombreux pays en développement, en particulier ceux qui sont les moins avancés, dépendent de l'assistance internationale pour faire progresser et localiser efficacement le Programme 2030³⁹. Toutefois, l'aide bilatérale publique au développement fournie aux pays les moins avancés a diminué de 3 pour cent en 2018 — et de 4 pour cent en Afrique — de sorte qu'elle se situe actuellement largement en deçà du niveau fixé en vertu de

l'engagement (0,7 pour cent du revenu national brut) pris par les pays donateurs dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba⁴⁰.

Dans ce contexte, le financement des stratégies menées localement en vue de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 reste l'un des défis les plus pressants. L'intégration et l'alignement des efforts visant à réaliser les ODD au sein de tel ou tel gouvernement, ainsi qu'entre ce gouvernement et d'autres secteurs, exigent la mobilisation et l'affectation de ressources au niveau local. Cependant, le financement destiné aux structures gouvernementales au niveau local est souvent insuffisant.

De nombreux pays d'Afrique occidentale ont exprimé le désir de dépasser le stade de la dépendance par rapport à l'aide extérieure, pour administrer leurs ressources internes d'une manière plus durable. Ainsi que l'a signalé un participant au forum, de nombreux pays veulent s'échapper du « piège de la mobilisation des ressources » car, une fois qu'ils en sont prisonniers, ils doivent

consacrer tout leur temps à trouver des donateurs au lieu d'essayer de mobiliser leurs ressources en faisant appel à leurs capacités internes. Une fois qu'ils se seront échappés de ce piège, les gouvernements jouiront d'une plus grande autonomie et seront alors en mesure de privilégier leurs propres priorités en matière de développement et de choisir la voie qui leur convient le mieux. Par exemple, la CEDEAO a imposé un prélèvement financier de 0,5 pour cent sur les biens provenant de pays qui n'en sont pas membres pour l'aider à poursuivre ses activités sans que sa dépendance à l'égard des donateurs devienne excessive. Il est toutefois probable que les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 affectent les finances de la CEDEAO. Selon un de ses représentants, « la crise sanitaire qui sévit actuellement va probablement

³⁷ Entretien sur Zoom avec un fonctionnaire de l'ONU en poste au Libéria, février 2020.

³⁸ Équipe spéciale interinstitutions sur le financement du développement durable, « Rapport sur le financement du développement durable 2020 », 2020.

³⁹ À l'exception de la Côte d'Ivoire et du Ghana, tous les pays qui ont participé au forum sont considérés comme des pays les moins avancés. Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, « LDCs at a Glance » (Les pays les moins avancés en bref), mars 2018, consultable à l'adresse <https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category/lDCs-at-a-glance.html>.

⁴⁰ Organisation de coopération et de développement économiques, « L'aide au développement diminue en 2018, en particulier en ce qui concerne les pays les plus démunis », 10 avril 2019.

affecter le plan de travail de la CEDEAO pour 2021, et il est à craindre que le budget approuvé pour 2020 ne soit pas suffisant pour nous permettre de réagir aux effets de la pandémie »⁴¹.

Le Ghana a également pris des mesures en vue de consacrer une part croissante de ses ressources à son propre développement. Il a élaboré la Charte intitulée « Ghana Beyond Aid » (Au-delà de l'aide pour le Ghana) afin de transformer son économie en exploitant ses ressources nationales tout en réduisant sa dépendance à l'égard de l'aide étrangère. L'adoption de cette charte a été annoncée à l'occasion de la cérémonie d'investiture du Président, M. Nana Akufo-Addo, lorsqu'il a déclaré « qu'un Ghana ne dépendant plus de l'aide extérieure est un Ghana prospère et sûr de lui, qui contrôle pleinement sa destinée économique, un Ghana transformé qui est suffisamment prospère pour se passer désormais de toute aide, et qui est prêt à faire face à la concurrence du reste du monde en misant sur le commerce et l'investissement »⁴². Pour réaliser cette vision, le gouvernement a entrepris plusieurs réformes institutionnelles, de la réglementation et des politiques. Celles-ci ont notamment consisté à passer au traitement électronique des formalités exigées par les autorités portuaires afin de réduire les retards subis lors du dédouanement des marchandises et d'augmenter les recettes, et à créer une plateforme de paiements électroniques destinée à faciliter et accélérer les transactions pour les commerçants.

En dépit des efforts déployés pour mobiliser leurs propres ressources, les pays d'Afrique occidentale auront besoin d'une aide internationale encore plus importante pour faire face aux répercussions sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19. En mars, l'ONU a lancé un appel en faveur de l'octroi d'une assistance d'un montant de 500 milliards de dollars aux pays à revenu faible ou moyen pour les aider à faire face aux répercussions de la pandémie⁴³. Cette augmentation du montant de l'aide pourrait offrir aux donateurs l'occasion de

respecter leur engagement de consacrer 0,7 pour cent de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. Toutefois, il reste encore à voir si les pays donateurs fourniront effectivement cette aide et seront prêts à passer des expressions de solidarité à des mesures concrètes à l'échelle mondiale.

Si ces engagements sont respectés, ce financement devrait « être coordonné à l'échelle mondiale et administré localement »⁴⁴. Cette approche pourrait aider à éviter les problèmes qui sont survenus pendant l'épidémie d'Ebola, lorsqu'on a assisté à un influx de ressources extérieures, ce qui a cependant eu pour effet d'amener les donateurs à considérer que les populations d'Afrique occidentale étaient des bénéficiaires de l'aide plutôt que des partenaires. La lutte contre la COVID-19 offre l'occasion d'adopter une approche coordonnée qui mobilise non seulement les ministères et départements nationaux, mais aussi les populations et les institutions au niveau communautaire. Une approche qui mériterait peut-être d'être analysée de manière plus détaillée est l'utilisation de mécanismes internationaux de financement d'amorçage et de systèmes de financement commun pour réduire les risques pris par les partenaires internationaux et élargir la portée des initiatives lancées au niveau local (voir l'Encadré 2 sur la Gambie).

Le rôle de la réforme du système des Nations Unies pour le développement dans la localisation de l'Agenda 2030

Les équipes de pays des Nations Unies ont un rôle important à jouer dans la localisation de l'Agenda 2030, et les attentes manifestées en Afrique occidentale au sujet de la capacité de

41 Contribution apportée à une réunion informelle organisée par l'IPI le 23 avril 2020 sur les répercussions de l'épidémie de COVID-19 sur l'Afrique occidentale.

42 Gouvernement ghanéen, « Ghana beyond Aid Charter and Strategy Document » (Charte intitulée « Au-delà de l'aide pour le Ghana » et Document stratégique), avril 2019.

43 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « UN Calls for \$2.5 Trillion Coronavirus Crisis Package for Developing Countries » (L'ONU demande qu'un montant total de 2,5 billions de dollars soit octroyé aux pays en développement pour les aider à faire face à la crise du coronavirus), 30 mars 2020, consultable à l'adresse <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2315>.

44 Oxfam, « Whatever It Takes: A Rapid and Massive Increase in Aid Is Needed to Save Millions of Lives and Bring Our Divided World Together amid the Coronavirus Pandemic » (Prendre toutes les mesures jugées nécessaires : une augmentation rapide et massive de l'aide est indispensable pour sauver des millions de vies et rétablir la solidarité dans un monde en proie aux divisions alors que sévit la pandémie de coronavirus), mai 2020.

Encadré 2. Exploiter le pouvoir multiplicateur des partenariats et mettre les ressources en commun en Gambie

La construction du pont Sénégal-Gambie, qui a été ouvert à la circulation en 2019, vise à révolutionner le transport entre La Gambie et le Sénégal, et à stimuler la croissance économique. Toutefois, pour la population locale, dont les activités génératrices de revenu dépendaient des longues périodes de transit à prévoir avant la construction du pont, cela a entraîné un manque à gagner qui a fait basculer dans la pauvreté des ménages qui disposaient de ressources suffisantes dans le passé. Le changement climatique ayant également des répercussions sur l'emploi saisonnier, les communautés de Kerewan et Mansakonko sont devenues plus vulnérables.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement, en partenariat avec les autorités locales, les dirigeants de groupes de femmes et de jeunes, l'équipe de pays des Nations Unies et le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine ont lancé une initiative pilote pour exploiter les possibilités d'expansion économique offertes par le pont. Axée sur un modèle de prise en charge par les communautés, cette initiative vise à tirer parti des capacités des populations, à canaliser des ressources vers des parties prenantes locales qui éprouvent souvent des difficultés à obtenir un financement, et à promouvoir des stratégies innovatrices et durables qui relient mieux l'économie locale avec les priorités de développement national.

Tirant parti du financement d'amorçage fourni par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, le gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies mettent leurs ressources en commun pour optimiser la portée et l'étendue de cette initiative. La mise en commun de flux de financement permet aux partenaires d'aborder de front un ensemble d'ODD interdépendants, de manière à faire simultanément face à la pauvreté multidimensionnelle, aux répercussions du changement climatique et aux conséquences indésirables d'importants projets de développement des infrastructures sur les communautés les plus vulnérables. En renforçant la collaboration et en augmentant le rendement sur l'investissement, l'initiative, si elle apporte les résultats escomptés, démontrera la valeur ajoutée d'une approche coordonnée au niveau mondial et menée localement pour galvaniser le soutien multilatéral et bilatéral afin de faire progresser l'Agenda 2030 au niveau local.

L'ONU à produire les résultats escomptés sont élevées. Cette sous-région a bénéficié de l'aide humanitaire et au développement fournie par l'ONU, ainsi que des partenariats établis avec les Nations Unies pour faire régner la paix et assurer la stabilisation. Les équipes de pays de l'ONU en poste en Afrique occidentale soutiennent les organismes et les ministères gouvernementaux, notamment en renforçant leurs capacités, en aidant à fournir des services de base et en suscitant un dialogue avec d'autres parties prenantes.

Après l'adoption de l'Agenda 2030, il est apparu clairement que le système des Nations Unies pour le développement avait besoin de transformer son mode d'action afin d'aider les pays à réaliser les ODD. En 2018, les États membres de l'ONU ont

adopté une résolution portant réforme de ce système, dans laquelle ils ont affirmé que son objectif premier devait être de faciliter la mise en œuvre de l'Agenda 2030⁴⁵. Cette réforme, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2019, vise à modifier l'approche adoptée par l'ONU vis-à-vis du développement, pour la rendre plus cohérente, intégrée et globale, notamment grâce à la réalisation d'analyses conjointes, au partage des données et à la mise en commun des ressources. Toutefois, sur le terrain, le processus de réforme ainsi entrepris a ralenti les efforts de localisation, les équipes de pays des Nations Unies ayant dû consacrer une partie de leur temps à se réorganiser au niveau interne et à transférer certaines responsabilités du Programme des Nations Unies pour le développement au système de coordonnateurs

⁴⁵ Résolution 72/279 de l'Assemblée générale des Nations Unies (31 mai 2018), document des Nations Unies A/RES/72/279, 1^{er} juin 2018.

résidents.

Cette réforme aura un effet d'entraînement sur les efforts visant à localiser la mise en œuvre de l'Agenda 2030, un grand nombre d'entre eux étant déjà visibles en Afrique occidentale. Au Sénégal, par exemple, la participation du secteur privé et la localisation de l'Agenda 2030 sont intégrées dans le cadre de coopération pour le développement durable, dont l'acte portant création a été signé par le coordonnateur résident, les chefs des organismes de l'ONU implantés dans le pays et le Gouvernement sénégalais. En outre, l'équipe de pays a recensé les régions du Sénégal qui accusent les retards les plus importants dans l'exécution des efforts de développement durable. L'accent mis sur les plus vulnérables et sur la nécessité de ne laisser personne à la traîne est désormais au cœur des consignes suivies par toutes les équipes de pays des Nations Unies.

Au niveau du pays, la réforme met l'accent sur la coordination interorganisations. À l'heure actuelle, 11 organismes de l'ONU, rassemblés sous la direction du coordonnateur résident, soutiennent le Gouvernement sénégalais et les autorités locales dans la réalisation d'une vaste gamme d'initiatives destinées à fournir des services de base aux communautés les plus vulnérables du pays⁴⁶. Par exemple, le Fonds Muskoka collabore avec trois ministères nationaux, les autorités locales et quatre organismes de l'ONU pour réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile⁴⁷. De telles initiatives multiorganisations peuvent contribuer à réduire la concurrence entre organismes des Nations Unies, un aspect qui, selon les coordonnateurs résidents en poste en Afrique occidentale, est un facteur qui limite fortement la localisation de l'Agenda 2030⁴⁸. Ces efforts reflètent également l'importance des partenariats établis avec les

autorités municipales et les acteurs externes pour promouvoir l'accélération de l'Agenda 2030 au niveau local.

L'ONU a besoin de travailler la main dans la main non seulement avec les gouvernements nationaux, qui sont ses principaux interlocuteurs, mais aussi avec les autorités municipales et d'autres dirigeants locaux. Ainsi qu'un haut fonctionnaire de l'ONU l'a signalé, « l'ONU est encore en train d'apprendre comment collaborer avec les parties prenantes au-delà du niveau national, et la coordination avec les parties prenantes est toujours un défi important »⁴⁹. L'ONU doit également collaborer plus étroitement avec les parties prenantes non gouvernementales, au nombre desquelles le secteur privé national et les petites et moyennes entreprises. Une femme chef d'entreprise de Guinée-Bissau dont l'excellente

L'ONU a besoin de travailler la main dans la main non seulement avec les gouvernements nationaux, qui sont ses principaux interlocuteurs, mais aussi avec les autorités municipales et d'autres dirigeants locaux.

rentabilité lui permet de financer une ONG soutenant les femmes a déclaré ce qui suit : « Je pensais que l'ONU ne pouvait pas m'aider parce que je gère une entreprise privée. Je ne sais pas qui peut aider, ni à qui je dois

m'adresser. J'ai essayé, mais cela ne semble pas possible. »⁵⁰ Le processus de réforme a ouvert la porte pour l'ONU afin de lui permettre de réfléchir à son rôle et à la manière dont elle peut mieux coordonner la localisation des ODD et soutenir des processus plus systématiques et inclusifs destinés à mobiliser les parties prenantes au niveau local.

Une approche menée localement constitue un point d'entrée pour entreprendre une action multisectorielle et à parties prenantes multiples en vue de mieux relever les défis qui se posent sur la voie du développement au niveau local. À cette fin, la réforme du système des Nations Unies pour le développement est très prometteuse. Elle devrait permettre de mieux intégrer les mesures de soutien

⁴⁶ Ces organismes sont notamment les Centres d'information des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour les populations (FNUAP), le Haut-Commissariat aux réfugiés (UNHCR), ONU-Femmes, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF et les Volontaires des Nations Unies.

⁴⁷ Le Projet Muskoka contribue à la réalisation des ODD 3 (bonne santé et bien-être), 5 (égalité entre les sexes), 10 (réduction des inégalités), 16 (paix, justice et institutions fortes), et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

⁴⁸ Entretiens avec huit coordonnateurs résidents, juillet 2019.

⁴⁹ Débat en table ronde, forum tenu à Banjul (Gambie), 28 octobre 2019.

⁵⁰ Entretien avec une femme chef d'entreprise de Guinée-Bissau, New York, janvier 2020.

et d'accorder une plus grande attention à leur exécution sur le terrain en combinant les capacités, gammes de compétences et ressources de l'ONU en partenariat avec d'autres acteurs. Bien qu'il faille prévoir un certain temps avant de voir apparaître les résultats de cette transition, cette réforme jouera un rôle essentiel pour l'accélération des progrès sur la voie de la réalisation des ODD en Afrique occidentale et au-delà.

Évolution au cours des années à venir

L'Afrique occidentale se trouve à la croisée des chemins. Bien qu'elle ait accompli des progrès sur la voie de la prospérité et de la paix, ces acquis restent fragiles. Les marques d'attention et les financements provenant d'acteurs internationaux font défaut, à l'exception de la région du Sahel.

Pour poursuivre sans interruption la progression entreprise vers la réalisation de l'Agenda 2030, il est nécessaire de s'inspirer de ce qui fonctionne déjà et d'utiliser les mécanismes, ressources et capacités existants pour mobiliser l'action en faveur de la réalisation des ODD.

L'Agenda 2030 constitue une plateforme universelle qui permet de prendre de la hauteur par rapport aux intérêts locaux et nationaux et de se former une vision homogène et globale capable de résister aux fluctuations des cycles électoraux et aux crises. Bien que les intérêts locaux et nationaux soient toujours en jeu, l'Agenda 2030 permet de disposer d'un terrain neutre et d'un langage universel pour débattre des questions de développement durable avec la communauté internationale.

Toutefois, la pandémie de COVID-19 a provoqué de profonds bouleversements à l'échelle mondiale.

Il reste à voir si elle aura pour effet de renforcer la coopération et de susciter un renouvellement du multilatéralisme, ou si elle renforcera la tendance à consolider les frontières et à accentuer l'insularité. La réalisation de l'Agenda 2030 dépendra dans une large mesure de la façon dont le monde réagit à cette pandémie. Alors que nous sommes au seuil de la dernière décennie de la période prévue pour son exécution, il est extrêmement important de renouveler l'impulsion initialement donnée et d'avancer ensemble.

L'élaboration de stratégies à mener localement en vue de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 exige que les organisations internationales et les gouvernements nationaux adoptent de nouvelles façons de penser et aient accès à de nouveaux outils. Pour concevoir ces stratégies, il faut commencer par reconnaître les valeurs, ressources, capacités et dirigeants locaux, et par comprendre et apprécier

Pour élaborer des stratégies à mener localement en vue de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, il faut commencer par reconnaître les valeurs, ressources, capacités et dirigeants locaux, et par comprendre et apprécier les contextes et cheminements historiques locaux.

les contextes et cheminements historiques locaux. Cela signifie qu'il faut créer des partenariats conçus pour permettre à une vaste gamme de parties prenantes locales représentant divers secteurs et organismes de faire entendre leur voix et de participer. Cela implique la création de liens entre les différents niveaux de

gouvernement, des autorités locales jusqu'au bureau du président ou du premier ministre. Le nouveau modèle de gouvernance, dans le cadre duquel les personnes et les communautés participent au processus de prise des décisions et prennent part à la réalisation des ODD, est déjà en cours de mise en place, ce qui représente un signe positif pour la réalisation de l'Agenda 2030. L'Afrique occidentale offre de nombreux exemples positifs de leadership. Ces dirigeants et ces initiatives méritent d'être reconnus et soutenus aux niveaux régional et international.

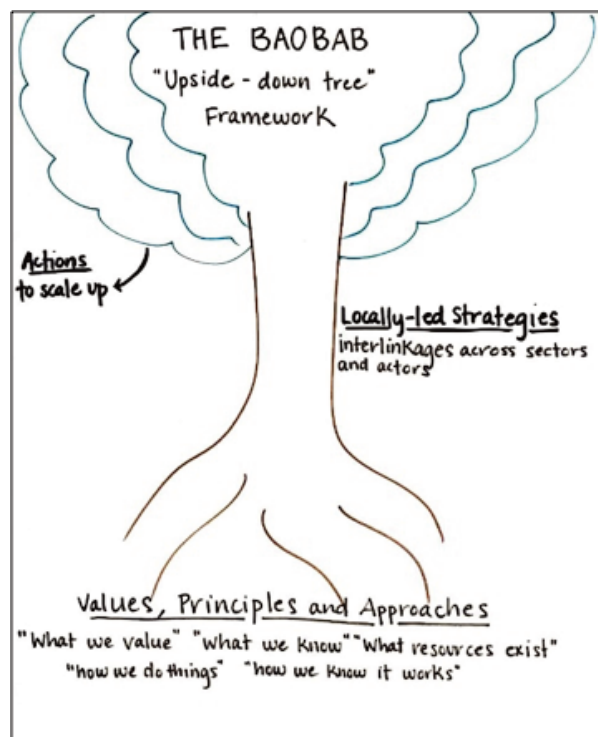
Annexe: La méthodologie du Forum

Le forum « Adapter l'Agenda 2030 au niveau local : mettre à profit les pratiques efficaces » a eu lieu entre le 27 et le 29 octobre 2019 à Banjul, en La Gambie. Le forum était organisé en partenariat avec le Gouvernement de La Gambie, le Secrétariat permanent sénégal-gambien, l'équipe de pays des Nations Unies en Gambie, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, Humanity United et l'International Peace Institute (IPI). Ce forum a réuni 78 chefs de gouvernements nationaux et locaux, dirigeants du système des Nations Unies, champions locaux, entrepreneurs et représentants des organisations de jeunes et de femmes de la Côte d'Ivoire, de La Gambie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Libéria, du Sénégal et de la Sierra Leone, ainsi que des entités régionales et la communauté internationale.

L'approche du forum : construire à partir du positif

Le forum a été organisé afin d'identifier les pratiques efficaces et d'encourager de nouvelles idées pour accélérer le progrès en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) à partir de la base. Il a été conçu et structuré d'une manière qui a placé les acteurs locaux au centre de l'engagement des acteurs concernés. Ce forum s'est focalisé sur l'identification des procédures et des mécanismes existants qui permettent aux initiatives de développement local d'émerger et s'épanouir. Guidé par une conviction commune que si ces initiatives locales sont reconnues et soutenues elles peuvent accélérer la réalisation de l'Agenda 2030 au niveau local, le forum a encouragé une grande variété de partenaires à examiner comment leur collaboration pourrait amener ces initiatives à l'échelle pour avancer les ODD au niveau national d'une manière intégrée qui ne laisse personne de côté.

Cette approche nécessite une nouvelle mentalité. Elle nécessite une transition du travail en silos au travail dans un système interconnecté du bas vers le haut et du haut vers le bas, à la fois horizontalement et verticalement, tout en s'engageant dans des partenariats multipartites dépassant le cadre des



acteurs de développement traditionnels. Au lieu de se concentrer sur des ODD spécifiques, le forum a saisi l'opportunité de discuter de l'approche systématique nécessaire à une localisation réussie de l'Agenda 2030.

L'image du baobab a été utilisée pour illustrer cette approche. Les racines et les branches de l'arbre se reflètent l'une l'autre et sont de taille similaire. Les racines du baobab représentent les valeurs, les principes et les approches locales. Ces valeurs et principes sont souvent invisibles mais sont le fondement d'un développement et d'une paix durables. Le tronc signifie l'alignement et la coordination entre les différentes couches de la société qui sont nécessaires pour soutenir les efforts de localisation. Enfin, les branches représentent les initiatives et les partenariats qui doivent être renforcés pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Objectifs généraux : renforcer le lien entre les actions locales et les objectifs mondiaux

Les objectifs du forum étaient les suivants :

- Sensibiliser les communautés de l'Afrique de l'Ouest sur les capacités, les connaissances et

les mécanismes existants qu'ils peuvent mettre à profit afin d'apporter des solutions locales aux défis de développement durable ;

- Formuler des stratégies de développement localisées qui créent des synergies entre les capacités et les partenariats à plusieurs niveaux en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ; et
- Permettre une conversation sur les rôles que les acteurs internes et externes peuvent jouer pour soutenir les initiatives de développement local et pour les mettre à l'échelle, conformément à l'esprit et à la lettre de l'Agenda 2030.

Dans le cadre de la phase préparatoire, les organisateurs ont lancé un appel régional pour inviter les champions qui travaillaient dans la transformation de leurs communautés à présenter leur candidature pour participer au forum. Sur les 350 candidatures reçus, 16 champions ont été sélectionnés (deux champions par pays). Également, en consultation avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies et l'équipe de pays des Nations Unies des huit pays, un maire et une autorité nationale responsable de la planification du développement national ont été également invités. Avec la participation des coordonnateurs résidents des Nations Unies, la délégation de chaque pays était composée de cinq membres. Des représentants de la communauté internationale étaient également présent, afin d'assurer les liens entre les niveaux local, national, régional et mondial dans l'examen des moyens d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (voir Boîte 3). Ce processus de sélection rigoureux et réfléchi a été un élément clé du succès du forum.

En rassemblant les diverses parties prenantes des divers secteurs, institutions et niveaux de gouvernement dans chacun des huit pays, le forum a créé une plate-forme unique pour le partage des expériences et des connaissances qui vont au-delà des formes traditionnellement partagées. Cette plate-forme a dirigé vers un dialogue à multiples niveaux et secteurs qui est nécessaire pour surmonter les obstacles complexes auxquels fait face le développement durable aussi bien au niveau communautaire que national.



Des participants du forum de la Côte d'Ivoire discutent les "ingrédients" pour la localisation de l'Agenda 2030.

Avant le début du forum, les organisateurs ont lancé un chat sur le réseau social Twitter dans le but de sensibiliser un public plus large sur ce qui signifie la localisation de l'Agenda 2030. Cette conversation a reçu plus de 6 millions d'impressions, soulignant la pertinence du sujet. Les réseaux sociaux deviennent de plus en plus une plate-forme importante pour engager un public mondial qui n'a pas toujours accès à ce genre de discussion mais qui néanmoins peut offrir une contribution clé. Des individus de 35 pays différents, en particulier des jeunes, ont activement participé à cette conversation en partageant leurs travaux et leurs aperçus de la façon qu'ils contribuent à l'Agenda 2030.

Pour préparer le terrain, la Vice-Secrétaire Général des Nations Unies a prononcé une allocution par message vidéo soulignant l'importance du forum et exhortant les participants à chercher et à formuler des solutions collaboratrices et à s'engager à mettre en œuvre les résultats des discussions.⁵¹ Le Ministre des Affaires Étrangères de La Gambie, Mamadou Tangara, ainsi que le Ministre de Finances et de l'Économie, Mambury Njie, ont eux aussi prononcé des allocutions misant l'accent sur l'importance des partenariats inclusifs et réitérant l'engagement de leur gouvernement à assurer le succès du forum.

Grâce à des discussions animées, les participants de chaque pays ont partagé des solutions innovantes et réussies aux défis multiformes du développement au niveau local. Ils ont également identifié les éléments clés et les facteurs qui ont contribué au

⁵¹ L'allocution est disponible ici : www.youtube.com/watch?v=WRM5JkToDQ8&feature=youtu.be .

Boîte 3. Les participants du forum

Champions : Ils ont fourni des narratifs et des aperçus des pratiques efficaces dans leur pays ou sous-région et ont partagé leurs expériences personnelles des initiatives réussies visant la promotion du développement local qui pourraient être mises à l'échelle.

Autorités municipales : En tant qu'intermédiaires entre les dirigeants communautaires et le gouvernement central, et en tant que champions du développement local, ils ont partagé les expériences et donné un aperçu sur les ingrédients nécessaires pour mieux soutenir l'épanouissement des initiatives locales réussies.

Autorités nationales : En tant que responsables du développement durable dans chaque pays, ils ont fourni leurs expériences des efforts effectués pour encourager et favoriser une collaboration institutionnelle et pour créer une appropriation à travers les différentes institutions, ainsi que leurs efforts pour mobiliser et exploiter les contributions des diverses parties prenantes en vue de la réalisation de l'Agenda 2030.

Coordonnateurs résidents des Nations Unies : Ils ont apporté leurs expériences dans la promotion des avantages comparatifs d'une grande variété des parties prenantes vers une action concertée et ont fourni des aperçus sur comment les équipes de pays des Nations Unies pourraient aider l'accélération du progrès dans la mise en œuvre des ODD à travers de stratégies menées localement.

Participants internationaux : Ils ont assisté au forum pour apprendre et évaluer comment les efforts internationaux peuvent aider à catalyser l'action au niveau local et à soutenir la mise à échelle des initiatives réussies par le biais des partenariats multipartites.

succès de ces initiatives et ont envisagé comment les amener à l'échelle. Sur la base de valeurs et d'approches communes à travers leurs exemples, les participants de chaque pays ont exploré comment tirer parti et renforcer leurs initiatives individues au moyen des partenariats élargis qui pourraient mieux répondre aux spécificités de leur contexte local. En outre, les sessions d'échange d'expériences entre des pays ont permis de créer un environnement d'apprentissage et d'identification de domaines dans lesquels le soutien des acteurs régionaux et internationaux pourrait renforcer une approche localisée de l'Agenda 2030.

Les résultats du forum

À la fin du forum, chaque groupe représentant un pays s'est mis d'accord sur un cadre structurant général, y compris les composantes clés, les mécanismes et les partenariats, qui faciliterait la mise à l'échelle des initiatives locales réussies. Sur cette base, les participants ont élaboré un plan d'actions spécifiques pour encourager une collaboration institutionnelle, établir ou améliorer les arrangements de gouvernance et créer des plateformes pour un dialogue soutenu entre les

différentes parties prenantes aux différents niveaux afin d'accélérer vers les ODD aux niveaux local et national. De plus, ils ont identifié des lacunes critiques dans la communication, les partenariats et les processus qu'il faut combler pour faire avancer une stratégie de développement inclusive et participative qui s'appuie sur les innovations et les succès au niveau local vers des objectifs de développement national. Chaque groupe s'est engagé sur la mise en œuvre de trois actions pratiques prioritaires à entreprendre sur la base des résultats du forum et à développer les cadres et les stratégies qu'ils ont discutés.

En outre, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine a résolu à travailler avec les coordinateurs résidents et les équipes pays des Nations Unies, ainsi qu'avec les gouvernements et les partenaires de la société civile, dans chacun des huit pays afin de doter d'un programme opérationnel basé sur les résultats du forum et appliquant l'approche de la sécurité humaine pour accélérer la réalisation des ODD aux niveaux local et national. De plus, le Fonds d'affectation offrira un financement d'amorçage et mobilisera des ressources supplémentaires pour

soutenir les programmes opérationnels dans chacun des huit pays.

Par la suite, le forum a produit une prise de conscience sur les capacités, les connaissances et les mécanismes existants qui pourraient être mis à profit au sein de chaque pays et dans la sous-région afin de renforcer la mise en œuvre des solutions locales face aux défis du développement durable. De plus, le forum a fourni un espace pour un dialogue vaste et inclusif sur la façon dont les différents acteurs internes et externes peuvent se réunir dans la perspective d'une approche du bas

vers le haut qui inclura les personnes en tant que moteurs du progrès du développement durable et de transformation de communautés.

Le forum a offert aux participants l'occasion rare d'inscrire certains des points clés susmentionnés dans un document commun qu'ils ont dénommé la Déclaration de Banjul en l'honneur de la capitale du pays hôte où s'est tenu le forum. La déclaration a enregistré les souhaits et des aspirations des participants et leur détermination à trouver des stratégies plus efficaces pour la localisation de l'Agenda 2030.

Déclaration de Banjul rédigée au forum

« Adapter l'Agenda 2030 au niveau local : mettre à profit les pratiques efficaces »

Saluant la participation de la Côte d'Ivoire, La Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Libéria, le Sénégal et la Sierra Leone au forum « Adapter l'Agenda 2030 au niveau local : Mettre à profit les pratiques efficaces » ;

Exprimant notre reconnaissance au Gouvernement de La Gambie d'avoir accueilli le premier Forum sous-régional sur le thème de la localisation de l'Agenda 2030 ;

Reconnaissant les efforts et soutien fournis par des organisations internationales telles que le Secrétariat permanent sénégal-gambien, les équipes de pays des Nations Unies, le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, l'International Peace Institute et autres partenaires, qui ont contribué à la réussite de ce premier Forum d'échange sur l'Agenda 2030 à Banjul ;

Reconnaissant également que les enseignements tirés du Forum peuvent être partagés et appliqués non seulement à l'échelle régionale mais également à l'échelle mondiale, et cela afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ;

Soulignant que la mise en œuvre de l'Agenda 2030 est un processus impliquant une multiplicité de parties prenantes agissant à de multiples niveaux, nécessitant ainsi une approche institutionnelle nouvelle, un dialogue inclusif, ainsi qu'une forte complémentarité entre les différentes compétences gouvernementales — au niveau local, infranational, national, régional et mondial — sans oublier les communautés qu'elles servent et représentent ;

Soulignant que la localisation des Objectifs de développement durable (ODD) est essentielle pour améliorer la mise en œuvre de l'Agenda 2030, accompagnée d'un processus du bas vers le haut qui permet une appropriation aux niveaux infranational et communautaire, d'une transparence gouvernementale et d'une responsabilité réciproque, permettant aux ODD de fournir un cadre structurant intégré qui favorise un développement local et territorial ;

Reconnaissant que l'engagement de la communauté internationale dans la localisation de l'Agenda 2030 et son soutien des approches du bas vers le haut en collaboration avec les gouvernements et organisations régionales dans le contexte de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement ;

Reconnaissant que l'année 2020 inaugure la « décennie d'action » et nous avons que 10 années pour atteindre les buts et les objectifs de l'Agenda ;

Nous, les huit pays réunis à Banjul, avons résolu de mettre en œuvre les actions suivantes :

1. S'engager à localiser l'Agenda 2030 en renforçant les institutions locales et en développant les capacités des communautés ;
2. S'engager à accélérer le développement communautaire par le biais d'approches innovatrices, inclusives et participatives ;
3. S'engager à organiser un Forum d'échange annuel afin de mesurer les progrès accomplis et tirer les enseignements ;
4. S'engager à mettre en place les mécanismes d'appui pour la localisation de l'Agenda 2030 et harmoniser l'aide internationale avec les ressources nationales afin de mettre à l'échelle les initiatives locales d'une manière durable qui accroît leur impact.



L'INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE (IPI) est un groupe de réflexion international et indépendant à but non lucratif qui se consacre à la gestion des risques et au renforcement des capacités d'endurance et de rebond des collectivités humaines en vue de promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable. Pour remplir sa vocation, l'IPI conjugue recherche sur les politiques, analyse stratégique, publication de travaux et organisation de réunions. Réunissant une équipe pluridisciplinaire venue du monde entier, l'IPI a des bureaux en face du siège des Nations Unies à New York ainsi qu'à Vienne (Autriche) et à Manama (Bahreïn).

www.ipinst.org

www.theglobalobservatory.org



777 United Nations Plaza
New York, NY 10017-3521
USA
TEL +1-212-687-4300
FAX +1-212-983-8246

Freyung 3
1010 Vienna
Austria
TEL +43-1-533-8881
FAX +43-1-533-881-11

51-52 Harbour House
Bahrain Financial Harbour
P.O. Box 1467
Manama, Bahrain
TEL +973-1721-1344